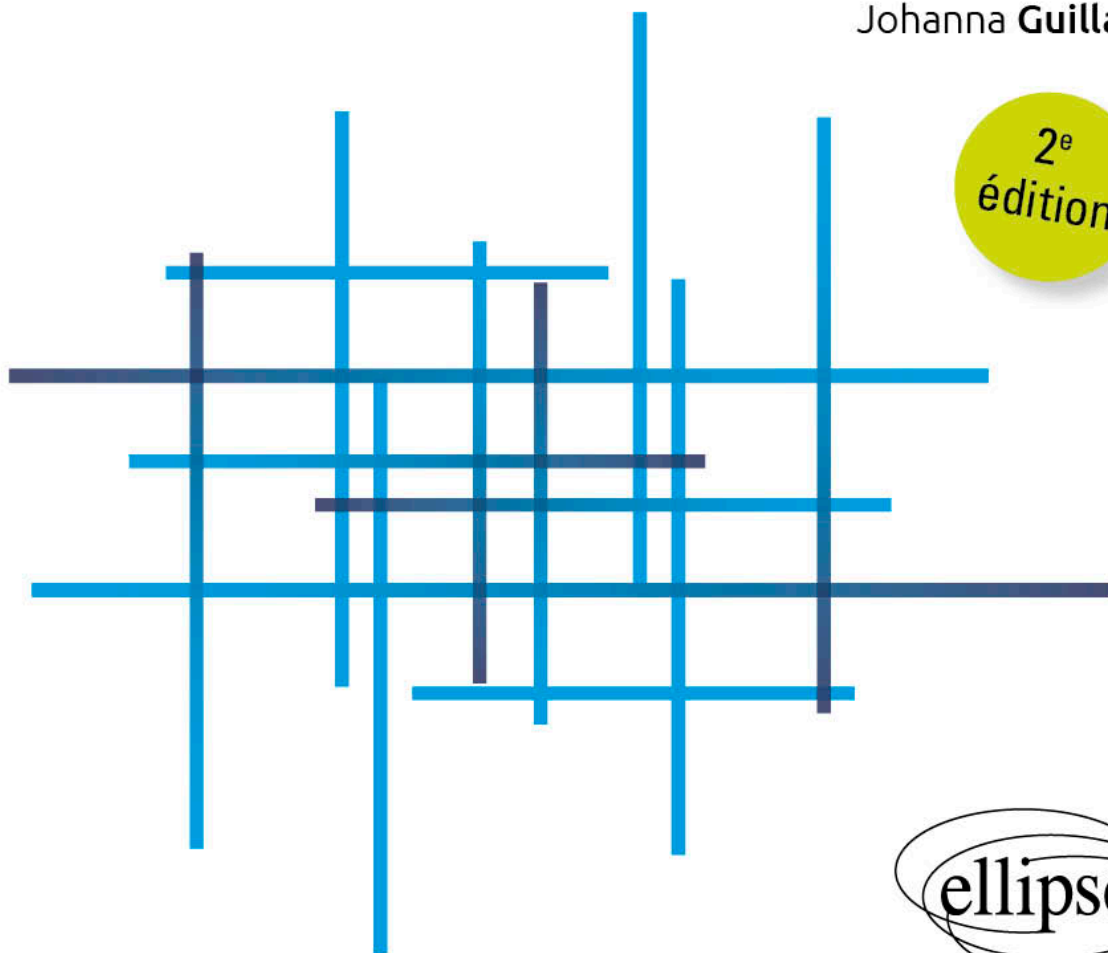


LE DROIT EN FICHES ET EN TABLEAUX

Le droit international privé

Johanna Guillaumé

2^e
édition



ellipses

Table des matières

Sommaire	VII
Table des abréviations	IX
Introduction	XI
I. L'objet du droit international privé	12
A. L'élément d'extranéité, condition de l'existence des conflits de lois et de juridictions	12
B. Les questions soulevées par le conflit de lois et le conflit de juridictions	14
C. L'influence du conflit de juridictions sur le conflit de lois	16
II. L'évolution du droit international privé	18
A. L'évolution des méthodes	18
B. L'évolution des conceptions	22
C. L'évolution des sources	24
1. Les sources internes	24
a. L'essor des lois spéciales	24
b. Le projet de code de droit international privé français	26
2. Les sources supranationales	28
a. Les conventions internationales	28
b. Le droit de l'Union européenne	30
c. Les sources privées : la <i>lex mercatoria</i>	32
D. L'évolution des objectifs	34
Partie 1 : Le conflit de lois	37
Titre 1. La méthode conflictuelle	38
Chapitre 1. Les caractéristiques de la règle de conflit de lois	38
Section 1. La règle de conflit de lois bilatérale	38
I. La règle de conflit de lois bilatérale classique	38
II. Les évolutions de la règle de conflit de lois bilatérale	40
A. Le principe de proximité	40
B. Le principe de faveur	42
Section 2. La règle de conflit de lois unilatérale	44
Chapitre 2. La mise en œuvre de la règle de conflit de lois	46
Section 1. La qualification	46
I. Le principe de la qualification <i>lege fori</i>	46
II. Les tempéraments à la qualification <i>lege fori</i>	48
Section 2. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois	50
I. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit pour le juge	50
II. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois pour les parties	54
Section 3. Les difficultés de mise en œuvre de la règle de conflit de lois	56
I. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre temporel	56
A. Le changement dans le temps de la règle de conflit de lois	56
B. L'évolution dans le temps de l'élément de rattachement	58
C. Les questions préalables	60
II. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre spatial	62

Chapitre 3. La mise en œuvre de la loi étrangère	64
Section 1. Le régime de la loi étrangère	64
I. La preuve de la loi étrangère	64
A. La charge de la preuve de la loi étrangère	64
B. Les modes de preuve de la loi étrangère	66
II. L'interprétation de la loi étrangère	68
Section 2. Le conflit transitoire étranger	70
Section 3. Les problèmes de coordination	72
Chapitre 4. Les correctifs à la règle de conflit de lois	74
Section 1. L'exception de fraude	74
I. La fraude à la loi	74
II. Les notions voisines de la fraude à la loi	76
Section 2. L'exception d'ordre public	78
I. La notion d'ordre public international	78
A. La différence entre l'ordre public international et l'ordre public interne	78
B. Le contenu de l'ordre public international	80
1. Une notion fonctionnelle	80
2. L'évolution du contenu de la notion	82
II. La mise en œuvre de l'exception d'ordre public	84
A. Les différents mécanismes d'ordre public	84
B. L'appréciation <i>in concreto</i>	86
C. Les effets de l'exception d'ordre public	88
Section 3. Le renvoi	90
I. Les conflits de systèmes	90
II. La résolution des conflits de systèmes grâce au mécanisme du renvoi	92
A. Le mécanisme du renvoi	92
B. Les avantages du renvoi	94
III. La mise en œuvre du renvoi	96
Titre 2. Les méthodes concurrentes	98
Chapitre 1. La méthode directe	98
Section 1. Les lois de police	98
I. La notion de lois de police	98
A. Les caractéristiques des lois de police	98
B. L'identification des lois de police	100
1. Les lois de police nationales	100
2. Les lois de police européennes	102
II. La mise en œuvre des lois de police	104
A. La mise en œuvre des lois de police conditionnée par l'existence d'un rattachement	104
B. La mise en œuvre des lois de police limitée par le droit de l'Union européenne	106
C. La mise en œuvre des lois de police étrangères	108
Section 2. Les règles matérielles internationales	110
I. La notion de règles matérielles internationales	110
II. La mise en œuvre des règles matérielles internationales	112
Chapitre 2. La reconnaissance des situations créées à l'étranger	114
Section 1. L'assimilation de la situation étrangère déjà créée à la situation à naître	114
Section 2. La théorie des droits acquis	116
Section 3. La méthode de la reconnaissance des situations	118
I. Présentation de la méthode de la reconnaissance des situations	118
II. La méthode de la reconnaissance des situations en droit positif	120
III. Les questions soulevées par la méthode de la reconnaissance des situations	122
Conclusion. Le raisonnement du juge français pour résoudre le conflit de lois	124
Section 1. Les différentes étapes de raisonnement du juge	124
Section 2. L'articulation des sources	126

Partie 2 : Le conflit de juridictions	129
Titre 1. La compétence internationale du juge français.....	130
Chapitre 1. Les règles de compétence internationale directe	132
Section 1. Le juge français désigné par un critère objectif	132
I. Les règles de compétence de source interne	132
A. Les règles de compétence ordinaire	132
1. L'extension des critères de compétence territoriale interne	132
2. Les exceptions	134
B. Les règles de compétence privilégiée.....	136
1. Le domaine d'application des privilèges de juridiction	136
2. Les effets des privilèges de juridiction	138
II. Les règles de compétence internationale de source européenne	140
A. Le règlement 1215/2012 en matière civile et commerciale : Bruxelles I bis.....	142
B. Le règlement 2019/1111 en matière de désunion et de responsabilité parentale : Bruxelles II ter	144
C. Le règlement 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité	146
D. Le règlement 4/2009 relatif aux obligations alimentaires	148
E. Le règlement 650/2012 relatif aux successions internationales	150
F. Le règlement 2016/1103 relatif aux régimes matrimoniaux et le règlement 2016/1104 relatif aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés.....	152
G. Les principales règles de compétence internationale de source européenne	154
Section 2. Le juge français désigné par la volonté des parties	156
I. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit commun.....	156
II. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit de l'Union européenne	158
A. La comparution volontaire du défendeur	158
B. Les clauses d'élection de for.....	158
III. Les effets de la clause attributive de juridiction	162
IV. La convention de La Haye du 30 juin 2005	164
Section 3. Le cas particulier des mesures conservatoires et provisoires	166
Chapitre 2. Le régime de la compétence internationale	168
Section 1. L'exception de compétence	168
I. L'incompétence soulevée par le juge	168
II. L'incompétence soulevée par les parties	170
III. Les voies de recours contre la décision sur la compétence du juge français	170
Section 2. L'exception de litispendance	172
Section 3. L'exception de connexité	174
Titre 2. Le déroulement du procès en France.....	176
Chapitre 1. L'action en justice	176
Section 1. Les conditions tenant aux parties.....	176
I. Le droit d'agir en justice	176
II. L'exercice du droit d'agir en justice	178
Section 2. Les conditions tenant aux délais de prescription	180
Chapitre 2. La preuve	182
Chapitre 3. La notification internationale et la signification internationale	184
Titre 3. L'accueil des jugements étrangers en France	186
Chapitre 1. Les règles de droit commun	186
Section 1. Les différents effets pouvant être produits par un jugement étranger	186
Section 2. Le contrôle de la régularité de la décision étrangère	188
I. La reconnaissance	188
II. L' <i>exequatur</i>	190
III. Les points communs entre la reconnaissance et l' <i>exequatur</i>	192
A. L'objet du contrôle	192
1. Les conditions de régularité abandonnées	192
2. Les conditions de régularité de droit positif	194
B. L'office du juge et des parties	200

Chapitre 2. Les règles du droit de l'Union européenne	202
Section 1. La reconnaissance des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	204
I. La reconnaissance de plein droit	204
II. Les procédures de contrôle en matière de reconnaissance	206
Section 2. L'exécution des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	208
I. Les règlements généralistes	208
A. L'exécution de plein droit	208
B. Le contrôle <i>a priori</i> aux fins d'exécution	210
C. Le contrôle de régularité	212
II. Les règlements spécialisés	214
A. Le règlement portant création d'un titre exécutoire européen	214
B. Le règlement instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges	216
C. Le règlement instituant une procédure européenne d'injonction de payer	218
Section 3. Les conditions de régularité des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	220
Partie 3 : Le droit international privé spécial	223
Titre 1. Le statut personnel	224
Chapitre préliminaire. Les facteurs de rattachement en matière de statut personnel	226
Chapitre 1. La personne physique	228
Section 1. L'existence des personnes physiques	228
Section 2. L'état des personnes physiques	228
I. Les éléments de l'état des personnes ne figurant pas dans le statut personnel	228
A. La nationalité	228
B. Le domicile	230
II. Le nom	232
A. La détermination du nom	232
B. La reconnaissance du nom	234
Section 3. La capacité des personnes physiques	236
I. L'état de capacité	236
II. La protection de l'incapable majeur	238
A. La compétence internationale du juge français	238
B. La loi applicable	240
C. L'accueil en France des décisions étrangères	242
Chapitre 2. Le couple	244
Section 1. Le mariage	244
I. La formation du mariage	244
A. Les conditions de fond	244
1. Le principe	244
2. Le mariage entre personnes de même sexe	248
B. Les conditions de forme	250
1. La célébration du mariage en France	250
2. La célébration du mariage à l'étranger	250
C. La sanction du non-respect des conditions de validité du mariage	252
II. Les effets du mariage	254
A. La détermination de la loi applicable	254
B. Le domaine de la loi applicable	254
III. Le relâchement ou la dissolution du lien matrimonial	258
A. La compétence du juge français	258
B. La loi applicable	260
1. L'article 309 du Code civil	260
2. Le règlement Rome III	262
3. L'effet en France des divorces intervenus à l'étranger	264
Section 2. Le partenariat civil enregistré	268
I. La formation du partenariat civil enregistré	268
A. La formation du partenariat civil enregistré en France	268
B. La formation du partenariat civil à l'étranger	270
II. Les effets du partenariat civil enregistré	270
III. Le règlement 2016/1104 relatif aux effets patrimoniaux du partenariat enregistré	272
Section 3. L'union libre	274

Chapitre 3. La filiation	276
Section 1. La filiation par le sang	276
I. L'établissement de la filiation par le sang	276
A. La règle de conflit de lois générale	276
B. Les règles de conflit de lois particulières	278
1. Les règles de conflit de lois particulières abrogées.....	278
2. Les règles de conflit de lois particulières de droit positif	280
II. Les effets de la filiation par le sang	284
Section 2. La filiation adoptive	286
I. L'articulation des sources	286
II. La phase administrative de l'adoption internationale	288
III. L'adoption internationale prononcée en France	290
IV. L'adoption prononcée à l'étranger	292
Section 3. La responsabilité parentale	294
I. La protection de la personne du mineur et de ses biens	296
A. La compétence du juge français	296
1. Le règlement Bruxelles II ter.....	296
2. Les conventions de La Haye	300
3. Le droit commun	302
B. La loi applicable	304
1. La convention de La Haye du 19 octobre 1996	304
2. Le droit commun	306
C. L'accueil en France des décisions étrangères	308
II. La lutte contre le déplacement illicite d'enfants	310
Chapitre 4. La preuve de l'état : les actes de l'état civil	312
Section 1. Les actes de l'état civil français.....	312
Section 2. Les actes de l'état civil étrangers	314
Chapitre 5. Les obligations alimentaires	316
Section 1. La compétence du juge français	316
Section 2. La loi applicable	318
Section 3. L'accueil en France des décisions étrangères	320
Titre 2. Les biens	322
Chapitre 1. Les biens corporels	322
Section 1. La détermination de la loi applicable	322
Section 2. Le domaine de la loi applicable	324
I. Les droits réels principaux	324
II. Les droits réels accessoires	326
Chapitre 2. Les biens incorporels	328
Section 1. Les droits de créance	328
Section 2. Les droits de propriété littéraire et artistique	330
I. Les règles de source interne	330
II. Les règles de source conventionnelle	332
Section 3. Les droits de propriété industrielle	334
Titre 3. Le droit patrimonial de la famille	336
Chapitre 1. Les régimes matrimoniaux	336
Section 1. La loi applicable	336
I. La détermination de la loi applicable	336
A. La règle de conflit de source interne	336
1. Le choix exprès des époux	336
2. Le choix tacite des époux	338
B. La règle de conflit de source conventionnelle	340
C. Le règlement 2016/1103 du 24 juin 2016	342
II. Le domaine de la loi applicable	344

Section 2. La mutabilité du régime matrimonial	346
I. Le changement de régime matrimonial	346
II. Le changement de loi entraînant un changement de régime matrimonial	346
A. Le changement de loi volontaire	346
1. Le changement de loi en application de la convention de La Haye de 1978	346
2. Le changement de loi en application du règlement de n° 2016/1103 de 2016	348
B. Le changement de loi automatique	350
Section 4. Le conflit de juridictions et les régimes matrimoniaux	352
Chapitre 2. Les successions	354
Section 1. Les règles de source interne	354
Section 2. Les règles de source européenne	356
I. La compétence du juge français	356
II. La loi applicable	358
A. La détermination de la loi successorale	358
1. Les règles de détermination de la loi successorale	358
2. Les correctifs	360
B. Le domaine de la loi successorale	364
1. La dévolution de la succession	364
2. La transmission et le partage de la succession	368
III. L'accueil en France des décisions étrangères	370
IV. Le certificat successoral européen	372
Titre 4. Les obligations	374
Chapitre 1. Le tribunal compétent	374
Section 1. La détermination conventionnelle du tribunal compétent	374
I. Le choix d'un tribunal arbitral	374
A. La notion d'arbitrage international	374
B. La licéité et la validité de la convention d'arbitrage	376
C. L'effet de la clause compromissoire	378
II. Le choix d'un tribunal étatique	380
A. L'articulation des sources	380
B. La clause attributive de juridiction devant le juge français	382
1. La licéité de la clause attributive de juridiction	382
2. La validité de la clause attributive de juridiction	384
3. L'effet de la clause attributive de juridiction	386
Section 2. La détermination objective de la compétence du juge français	388
I. Les règles de compétence internationale de source interne	388
II. Le règlement Bruxelles I bis	390
A. La compétence de principe	390
B. Les chefs de compétence complémentaire alternative ou dérivée	392
C. Les chefs de compétences exclusive	394
D. Les chefs dérogatoires de compétence destinés à protéger une partie faible	396
III. La convention de Lugano du 30 octobre 2007	398
Chapitre 2. La loi applicable	400
Section 1. Les obligations contractuelles	400
I. La loi applicable à la forme du contrat	402
II. La loi applicable au fond du contrat	404
A. La détermination de la loi applicable	404
1. La solution jurisprudentielle	404
2. La convention de Rome et le règlement Rome I	406
B. Le domaine de la loi applicable	418
III. Les conventions internationales en matière contractuelle	420
Section 2. Les obligations extra-contractuelles	422
I. Les solutions jurisprudentielles	422
II. Le règlement Rome II	424
A. La détermination de la loi applicable	424
1. L'autonomie de la volonté	424
2. La désignation objective de la loi applicable	426
B. Le domaine de la loi applicable	428

III. Le droit conventionnel	430
Chapitre 3. L'accueil en France des décisions étrangères	432
Titre 5. Les entreprises	434
Chapitre 1. Les entreprises sous forme de société	434
Section 1. La compétence du juge français	434
Section 2. La loi applicable	436
I. La détermination de la <i>lex societatis</i>	436
II. Le domaine de la <i>lex societatis</i>	438
Section 3. L'établissement international des sociétés	440
I. Le transfert de l'établissement	440
A. La problématique.....	440
B. Les solutions du droit positif	442
II. La création d'un établissement secondaire.....	444
Section 4. Le groupe transnational de sociétés	446
Section 5. L'activité des sociétés étrangères en France	448
Chapitre 2. Les entreprises en difficulté	450
Section 1. Le traitement de la faillite internationale selon le règlement 2015/848	452
I. La compétence du juge français	452
A. Le principe de l'unicité et de l'universalité de la faillite internationale	452
B. Les tempéraments	454
II. La loi applicable	456
III. L'accueil en France des décisions étrangères	458
Section 3. Le traitement de la faillite internationale selon les règles de droit commun.....	460
I. La compétence du juge français	460
II. La loi applicable	462
III. L'accueil en France des décisions étrangères	464
Index	467
Bibliographie.....	475
Table des tableaux	477